



# Les Suisses se tournent vers les énergies vertes

**VOTATION** Les Suisses veulent renoncer à moyen terme au nucléaire en soutenant le courant vert et en économisant l'énergie: ils ont été 58,2% hier à approuver la Stratégie énergétique 2050 du Conseil fédéral. Pour l'UDC, qui avait lancé le référendum, c'est une défaite de plus sur un thème qui constitue, de son propre aveu, un des piliers de son programme. Le résultat très net en faveur de la réforme constitue une nouvelle victoire pour la conseillère fédérale Doris Leuthard. Parmi les répercussions du vote, les Suisses devront baisser leur consommation d'énergie de 43%. »





La Liberté  
1705 Fribourg  
026/ 426 44 11  
www.laliberte.ch

Medienart: Print  
Medientyp: Tages- und Wochenpresse  
Auflage: 39'709  
Erscheinungsweise: 6x wöchentlich



Seite: 1  
Fläche: 305'241 mm<sup>2</sup>

Auftrag: 1095889  
Themen-Nr.: 999.201

Referenz: 65419720  
Ausschnitt Seite: 2/9

## L'Histoire s'écrit au futur pas si simple

Le panache de Doris Leuthard a soufflé celui des centrales nucléaires. Suivant leur ministre de l'Energie, les Suisses ont décidé hier de tourner progressivement la page de l'atome, de réduire leur consommation et de donner un coup de fouet aux renouvelables. Le résultat de la votation, plus net qu'attendu, atteste une adhésion longuement mûrie à une stratégie complexe et peu spectaculaire. Il aura fallu six ans, en effet, pour que s'inscrive dans la loi le tournant historique décidé par le Conseil fédéral après la catastrophe de Fukushima.

Ainsi avance la Suisse, prudente et raisonnable. Car le oui à la Stratégie énergétique 2050 est un vote de raison, par opposition à la peur attisée par ses opposants tout au long d'une campagne électrique. Mais au final, c'est l'UDC qui a pris la douche froide qu'elle promettait au peuple. Ses estimations farfelues quant au coût réel de la réforme ne consti-

tuaient qu'un écran de fumée visant à masquer l'absence de solutions alternatives sérieuses. Nos centrales nucléaires vieillissent, et il eût été insensé d'attendre qu'elles soient débranchées pour travailler à compenser leur production.

Reste que pour affranchir le pays de l'atome, les énergies renouvelables sont appelées à monter en puissance alors qu'elles ne font aujourd'hui que saupoudrer de vert notre «mix» énergétique. Parmi elles, l'éolien aura du mal à déployer ses pales compte tenu de la farouche hostilité des protecteurs de la nature. Par ailleurs, pour assurer son approvisionnement, y compris en hiver, la Suisse risque de devoir importer du courant «sale» (nucléaire, gaz) tant qu'elle n'aura pas résolu ses problèmes de stockage. Enfin, Doris Leuthard devra arbitrer les appétits financiers des producteurs, et les propriétaires de barrages manifestent déjà un appétit vorace. Si la présidente de la Confédération a bien écrit l'Histoire hier, celle-ci se conjugue au futur pas si simple. » SERGE GUMY



Près de six Suisses sur dix approuvent la Stratégie énergétique. Au menu, sortie progressive de l'atome, plus de renouvelable et moins de consommation. Isolée, l'UDC capitule face aux autres forces politiques

## LA SUISSE TOURNE LE DOS À L'ATOME



Les partisans de la réforme jubilent. De g. à dr.: la cheffe de campagne Laura Curau, l'ex-conseiller

national Rudolf Rechsteiner ainsi que les conseillers nationaux Roger Nordmann et Regula Rytz. Keystone





## « PHILIPPE BOEGLIN



**Energie** » Pleins gaz vers le tournant énergétique. Les derniers sondages esquissaient un léger déclin du oui, mais ces quelques nuages ont été chassés par un vent vigoureux: par 58,2% des voix, les Suisses ont adoubé hier la Stratégie énergétique 2050. Seuls quatre cantons et demi-cantons alémaniques ont dissonné (SZ, OW, GL, AG), suivant en cela l'UDC, une partie du PLR et de l'économie.

La sortie progressive du nucléaire est donc en marche. Elle doit s'assortir du développement des énergies renouvelables et d'une amélioration de l'efficacité énergétique pour diminuer la consommation. Trois lignes de force qu'il s'agit à présent de concrétiser dans un deuxième volet (lire aussi ci-contre). Pour ce faire, le Conseil fédéral et le parlement devront retrousser leurs manches, et définir des mesures précises. Une certaine incertitude règne – un des rares points sur lequel s'accordent vainqueurs et perdants.

### Sous surveillance

«On investit dans un espoir diffus. Et personne ne sait quelle forme il va prendre», peste la Zurichoise Doris Fiala, conseillère nationale PLR opposée à la Stratégie énergétique. «Nous surveillerons la suite des débats parlementaires et combattrons toute taxe supplémentaire visant à réduire

la consommation d'énergie», avertit Albert Rösti (BE), président des négociants en mazout... et de ceux en hydraulique, et président de l'UDC, initiatrice du référendum.

En face, l'idée de prélèvements nouveaux ne remporte pas davantage d'enthousiasme. «Il est hors de question de grever le portemonnaie de tout un chacun et de miner la compétitivité économique», prévient Jacques Bourgeois, conseiller national (FR) et en première ligne au sein de la (courte) majorité PLR favorable à la loi. Et de rappeler qu'un projet de 2<sup>e</sup> phase misant sur des redevances «incitatives» vient de se faire laminer au National et devrait subir le même sort aux Etats.

## «Il est hors de question de grever le portemonnaie des gens et de miner l'économie»

Jacques Bourgeois

Pour les lauréats, la solution passe par l'accroissement de l'efficacité énergétique. «Un immense potentiel réside dans l'assainissement du parc immobilier, dont une faible proportion est rénovée chaque année», illustre le conseiller national Dominique de Buman (pdc, FR), président de l'association Biomasse.

Chef du groupe PS et président de Swissolar, son collègue Roger Nordmann (VD) avance «les voitures électriques, qui consomment quatre fois moins d'énergie que les autres». Autre progrès technologique, les panneaux photovoltaïques toujours plus performants, «ou carrément les nouvelles tuiles solaires, qui en plus sont esthétiques», ajoute Dominique de Buman.

Le régime de soutien financier devra également faire sa mue: la taxe payée sur le courant pour subventionner les énergies renouvelables via la RPC («rétribution à prix coûtant») doit en effet s'arrêter à la fin 2022.

Un nouveau modèle, proche du marché, doit lui succéder. L'Office fédéral de l'énergie et les commissions parlementaires compétentes planchent sur la suite. «Diverses pistes s'offrent à nous. Notamment celle des quotas, qui obligerait les fournisseurs d'électricité à proposer un certain pourcentage issu de sources renouvelables indigènes», avance Jacques Bourgeois (plr, FR).

Mère de la Stratégie énergétique 2050, la conseillère fédérale Doris Leuthard ne s'affole pas. «Nous ne sommes pas sous la pression du temps pour dessiner le 2<sup>e</sup> volet.» La ministre évoque quand même les prochaines étapes. «La révision de la loi sur le CO<sub>2</sub> est en cours et une consultation s'ouvrira cette année sur le système des redevances hydrauliques (ces retenues prélevées par les cantons sur les producteurs, ndlr). Et là, il faudra trouver le bon équilibre», prévient-elle. Plusieurs voix s'élèvent pour que les cantons allègent la facture des entreprises électriques.

### Postnucléaire dans le flou

Les plans ne manquent pas. Mais un certain flou demeure: lorsque les centrales nucléaires auront rendu l'âme (probablement d'ici à 20 ans), leurs substituts «verts» ne compenseront que la moitié de leur apport.

«Aux vainqueurs de nous montrer que l'on peut y arriver sans nouvelles taxes pour raboter la consommation», défie la libérale-radical Doris Fiala. «De nombreux partisans ne seront plus aux affaires vers 2035, et n'auront pas à rendre compte à la population. J'en suis furieuse!»

Pour sûr, les prochains débats parlementaires promettent d'être électriques. »



La Liberté  
1705 Fribourg  
026/ 426 44 11  
www.laliberte.ch

Medienart: Print  
Medientyp: Tages- und Wochenpresse  
Auflage: 39'709  
Erscheinungsweise: 6x wöchentlich



Seite: 1  
Fläche: 305'241 mm<sup>2</sup>

Auftrag: 1095889  
Themen-Nr.: 999.201

Referenz: 65419720  
Ausschnitt Seite: 5/9

# CES CANTONS AU OUI SURPRENANT

**Plusieurs cantons alémaniques, farouchement opposés à la sortie programmée du nucléaire en novembre dernier, ont approuvé hier le tournant énergétique**

Ils n'ont pu réprimer des exclamations. Quand les résultats des cantons de Zoug et Soleure sont apparus à l'écran hier après midi, les opposants à la Stratégie énergétique réunis à Berne ont manifesté leur étonnement et leur déception.

Les deux cantons alémaniques ont approuvé le tournant énergétique et l'abandon du nucléaire (par 53,8 et 50,6% des voix), alors qu'ils faisaient partie des farouches opposants à l'initiative «Sortir du nucléaire» des Verts, en novembre dernier. «C'est une grosse surprise», admet la physicienne alémanique Irene Aegerter, présidente du comité d'opposition «Energiegesetz – so nicht!».

**D'autres cantons** alémaniques ont suscité l'étonnement hier, alors que les

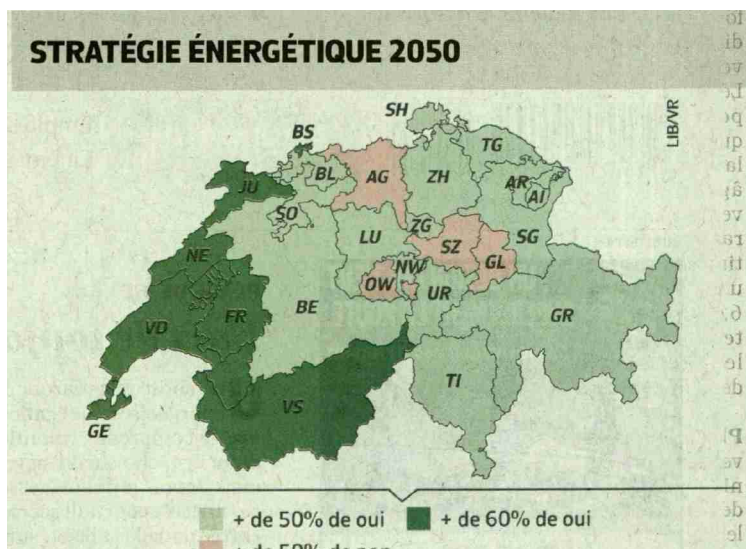
résultats étaient égrenés tout au long de la journée. Nidwald, Appenzell Rhodes-Intérieures ou Lucerne, qui avaient rejeté à plus de 60% la sortie programmée du nucléaire l'automne dernier, ont approuvé hier le tournant énergétique promu par la conseillère fédérale Doris Leuthard. «Même en Argovie, je m'attendais à un non plus net», souligne Irene Aegerter. Le canton qui accueille trois des cinq centrales helvétiques (Beznau 1 et 2, ainsi que Leibstadt) a refusé la Stratégie énergétique par 51,8% des voix.

«Il n'y a pas eu de Röstigraben. C'est l'ensemble du pays qui soutient la loi», se réjouit le conseiller national Jacques Bourgeois (FR), représentant de la frange majoritaire du PLR favorable au projet. Les Romands restent toutefois les plus enthousiastes: le canton de Vaud a approuvé la Stratégie énergétique à 73,5%, suivi de Genève qui soutient le projet à 72,5% et de Neuchâtel à 69,6%. Le Valais, avec ses nombreux barrages hydrauliques, dit oui à 63,4%, Fribourg à 63,2% et le

Jura à 62,7%.

**Comment expliquer** le vote favorable de régions alémaniques, comme Soleure ou Zoug? Dans ces cantons, le PLR combattait pourtant la loi aux côtés de l'UDC et certaines associations économiques, formant un large front contre «un interventionnisme étatique». Pour Lukas Golder, de l'institut de sondage gfs.bern, c'est le PDC, favorable à la Stratégie énergétique, «qui a joué un rôle crucial dans des cantons tels que Lucerne, les deux Appenzell ou Soleure».

A Zoug également, la position du PDC, premier parti du canton, a été déterminante, corrobore le conseiller national Thomas Aeschi (udc, ZG). «L'aile droite du PDC (plus hostile à la S stratégie énergétique, ndlr) se faisait davantage entendre dans notre canton avant que le conseiller national zougais Gerhard Pfister ne devienne le président du parti national», regrette-t-il. » SH, AVEC ATS





La Liberté  
1705 Fribourg  
026/ 426 44 11  
www.laliberte.ch

Medienart: Print  
Medientyp: Tages- und Wochenpresse  
Auflage: 39'709  
Erscheinungsweise: 6x wöchentlich



Seite: 1  
Fläche: 305'241 mm<sup>2</sup>

Auftrag: 1095889  
Themen-Nr.: 999.201

Referenz: 65419720  
Ausschnitt Seite: 6/9

CANTON	STRATÉGIE ÉNERGÉTIQUE		Participation
	Oui %	Non %	%
Zurich	58,79	41,21	45,09
Berne	55,54	44,46	40,70
Lucerne	58,46	41,54	45,52
Uri	51,72	48,28	37,70
Schwytz	44,20	55,80	47,00
Obwald	49,80	50,20	49,29
Nidwald	50,57	49,43	45,14
Glaris	43,73	56,27	35,90
Zoug	53,84	46,16	47,07
<b>Fribourg</b>	<b>63,17</b>	<b>36,83</b>	<b>38,80</b>
Soleure	50,59	49,41	43,48
Bâle-Ville	63,45	36,55	49,20
Bâle-Campagne	53,39	46,61	42,84
Schaffhouse	51,17	48,83	65,20
Appenzell AR	53,85	46,15	44,90
Appenzell AI	56,01	43,99	35,80
Saint-Gall	52,22	47,78	40,91
Grisons	58,74	41,26	38,77
Argovie	48,24	51,76	42,13
Thurgovie	51,39	48,61	39,50
Tessin	56,74	43,26	42,39
Vaud	73,52	26,48	43,11
Valais	63,38	36,62	42,37
Neuchâtel	69,61	30,39	38,71
Genève	72,55	27,45	43,23
Jura	62,72	37,28	37,89
<b>TOTAUX</b>	<b>58,21</b>	<b>41,79</b>	<b>42,33</b>



## NOUVEL ÉCHEC DE L'UDC

**Le président Albert Rösti refuse de voir ce scrutin comme un test personnel.**

Ambiance morose. Les représentants de l'UDC se faisaient rares hier dans la salle de conférence censée réunir les opposants à la loi sur l'énergie. Seuls deux conseillers nationaux UDC – Felix Müri et Christian Imark – avaient fait le déplacement à Berne, aux côtés de Doris Fiala (plr, ZH) ainsi que des membres de la société civile et du monde économique. Pas de trace de Toni Brunner, chef de campagne. «Il n'est jamais agréable de se présenter devant les médias lorsqu'on a perdu», souffle un participant.

C'est une défaite de plus pour le parti sur un thème qui constitue, de son propre aveu, un des piliers de son programme («réduire la mainmise de l'Etat»). L'UDC avait échoué récemment sur les naturalisations facilitées, l'asile ou la mise en œuvre de l'initiative sur le renvoi des étrangers criminels.

Mais le président Albert Rösti voulait faire bonne figure en arrivant peu après 15 h au stamm des opposants. «Nous avons mené une bonne campagne. Le 1<sup>er</sup> sondage donnait 30% de non. Nous atteignons 42%, davantage que notre socle électoral. Et nous avons imposé trois thèmes dans le débat: hausse des coûts pour les ménages, sécurité d'approvisionnement et rejet des éoliennes.»

Auteur du référendum, l'UDC avait pourtant mis les moyens pour convaincre la population, à coup d'affiches (la douche froide

à 3200 francs), d'annonces et de tout-ménages. Pour combien de millions de francs? «J'ai oublié», répond Albert Rösti avec un sourire entendu. Au début de la campagne, Toni Brunner avait articulé le chiffre de 2 millions.



**«Nous obtenons 42%, c'est-à-dire davantage que le socle électoral de l'UDC»** **Albert Rösti**

Tout le monde s'accorde à dire que l'enveloppe s'est étoffée depuis. «Les opposants ont investi dans les annonces davantage (55%) que les partisans. Une telle campagne coûte facilement 5 millions», estime Lukas Golder, de l'institut de sondage gfs.bern. «Au début de la campagne, la stratégie de l'UDC avec ses exagérations a fonctionné. Ils ont mis beaucoup d'émotion et ça a attiré l'attention. Mais ces trois dernières semaines, les gens se sont basés sur des arguments factuels, et cette campagne n'est plus parue crédible», ajoute-t-il.

«Ils ont essayé de déstabiliser la population avec des argu-

ments à l'emporte-pièce», condamne Jacques Bourgeois (plr, FR). «Secouer un épouvantail ne fonctionne plus. La Suisse de la peur est derrière nous», renchérit Yannick Buttet, vice-président du PDC.

Même certains de leurs alliés, à l'instar de Benoît Genecand (plr, GE), se demandent si les traits n'ont pas été un peu trop forcés. «Prenez cette vidéo représentant une famille qui ne peut plus manger de bananes (privée de tout à cause de la réforme, ndlr)», illustre Irene Aegerter, présidente d'un comité de scientifiques opposés à la réforme. Acteur de ce clip anxigène, Christian Imark (udc, SO) se défend: «Sur des thèmes aussi techniques, il est difficile d'atteindre la population. Aurions-nous mieux réussi avec des arguments ennuyeux?»

Déjà, les médias present Albert Rösti de faire son bilan, un an après avoir repris les rênes du parti. «On pourra me juger après les élections fédérales de 2019», balaie-t-il. Le Bernois refuse de voir cette votation comme un test personnel. Doris Fiala vient en aide à son allié du jour: «C'était une lutte de David contre Goliath, car l'esprit du temps est à l'écologie. Même avec de l'argent, la lutte était difficile. Il aurait fallu que les partis et les associations économiques soient unis. Mais au sein même de l'UDC, les paysans étaient favorables à la stratégie. Ce n'était pas clair pour les électeurs.» »

**SANDRINE HOCHSTRASSER**



## Les changements issus de la réforme

**Les citoyens ont donné leur feu vert à un véritable mammoth législatif. Et bien que ce robuste paquet reste relativement vague, il intronise quand même une série de dispositions. En voici quelques-unes.**

La mesure phare de la réforme, c'est bel et bien l'interdiction de construire de nouvelles centrales nucléaires. Les infrastructures existantes pourront fonctionner tant que la Confédération estime la sécurité garantie. Vu leur âge avancé, et les prix de vente du courant qui font du rase-mottes (environ 3 centimes le kilowattheure pour un coût avoisinant les 6,5 ct. kWh), les cinq réacteurs risquent fort de tirer leur révérence durant les deux décennies à venir.

**Place ensuite** aux énergies vertes: l'hydraulique, qui fournit aujourd'hui quelque 60% de l'électricité, ainsi que le soleil, le vent et la biomasse. La part de ces dernières sources

devra atteindre 11,4 térawatts (TW) en 2035, soit au moins tripler.

### 40 francs

La hausse de la taxe par année et par ménage de quatre personnes

Pour leur donner un coup de pouce, la taxe, payée par les consommateurs sur le courant et alimentant le système de soutien RPC (rétribution à prix coûtant), augmentera de 1,5 ct. par kWh à 2,3 ct./kWh, soit 40 francs supplémentaires par année et par ménage de quatre personnes. Les grandes centrales hydroélectriques en bénéficieront aussi, vu le contexte difficile. Mais attention: cette béquille doit être mise au placard à la fin 2022.

**Les installations** «vertes» jouiront sinon d'un autre avantage. Désormais déclai-

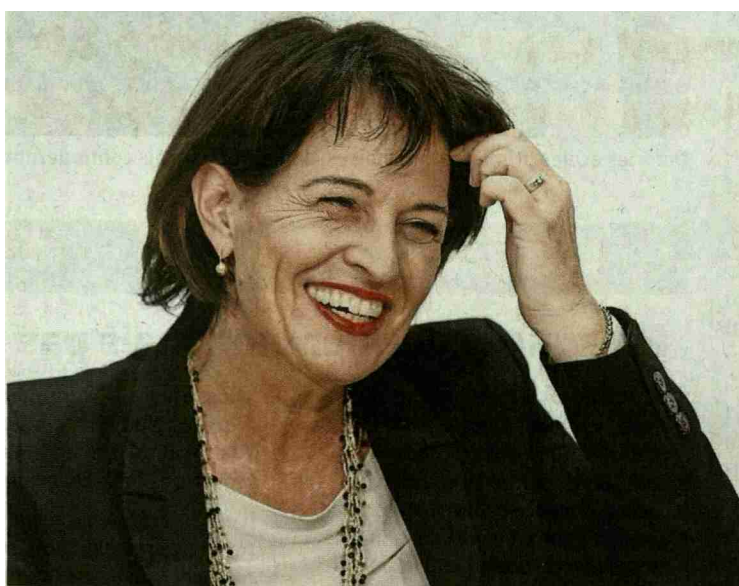
rées d'intérêt national, elles se situeront sur un pied d'égalité avec la protection du paysage, dont les moyens de recours ont été limités.

En parallèle, la consommation d'énergie par personne et par an devra reculer de 43% à l'horizon 2035. Cela pourra se réaliser par exemple grâce au Programme bâtiments, relevé de 300 à 450 millions de francs par an au maximum, afin de financer l'assainissement du parc immobilier. Ce dernier pourra en outre compter sur des allègements fiscaux, qui récompenseront aussi la démolition.

**Les voitures** ne sont pas oubliées. Dès 2021, les émissions de dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>) des automobiles de tourisme neuves auront ainsi l'obligation de se limiter à 95 grammes par kilomètre (la limite est aujourd'hui de 130 g/km). Toujours à propos du CO<sub>2</sub>, le Conseil fédéral a par ailleurs mis en consultation un projet visant à rehausser le plafond de la taxe. » **PBO**



## La victoire de Doris Leuthard



**Dixième succès.** L'effet Leuthard a de nouveau frappé. Avec le oui à la Stratégie énergétique, la présidente de la Confédération a remporté sa 10<sup>e</sup> votation depuis son arrivée à la tête de l'Energie et de l'environnement. Doris Leuthard n'a connu la défaite que deux fois depuis 2011: l'initiative Weber sur les résidences secondaires en 2012 et l'augmentation de la vignette au-

toroutière en 2013. Selon un récent sondage SSR, elle est crédible et digne de confiance pour deux tiers des sondés. Doris Leuthard a pu en profiter récemment, notamment lors de la votation sur le 2<sup>e</sup> tube au Gothard en 2016. A la radio RTS hier soir, l'Argovienne, écartant l'idée d'une prochaine démission, a déclaré qu'elle serait toujours ministre en 2018. **ATS/LIB**

### PARTICIPATION

**IL N'Y AVAIT PAS FOULE**  
Seul objet à l'ordre du jour, la Stratégie énergétique n'est pas parvenue à mobiliser les Suisses. La participation aux votations fédérales avoisine les 42,3%. Elle se situe en deçà des dernières votations de février (46%). **ATS**

### PHILIPPE ROCH

**«DÉSILLUSIONS» À VENIR**  
La Stratégie énergétique sera moins efficace qu'escompté, elle sera aussi plus chère et bureaucratique, selon Philippe Roch. L'ancien directeur de l'Office fédéral de l'environnement s'attend à «beaucoup de désillusions». **ATS**

### CANTONS

**FAVORISER L'HYDRAULIQUE**  
La victoire du oui est un pas significatif dans la bonne direction, disent les cantons. Mais pour assurer l'approvisionnement à long terme, il faut soutenir l'hydraulique en priorité. Une action législative rapide est nécessaire. **ATS**